

# Non à la répression policière contre le campement Palestine à l'Université de Rennes !

L'AG Palestine étudiante de Rennes ont déployé un campement sur les pelouses du campus de Beaulieu hier puis de nouveau aujourd'hui à partir de 10h30. Ielles installaient quelques tentes et un petit barnum, affichant des drapeaux de la Palestine et distribuaient des tracts aux étudiant-e-s du campus qui passaient quand ielles ont du faire face dès 11h30 à une intervention policière brutale.

Plusieurs policiers de la police nationale et de la BAC sont arrivés, ont immédiatement fait une sommations puis ont entrepris de démonter le campement, arrachant les tentes, détruisant le barnum et jetant au sol toutes les affaires sous la pluie battante. La cheffe du détachement s'est même permise un commentaire partial « vous ne pensez pas aux israéliens », passant outre son devoir de neutralité.

Ils ont ensuite exigé la dispersion, et alors que plusieurs étudiant-e-s se tenaient pacifiquement debout, trois d'entre elleux ont été interpellé-e-s. L'une d'entre elle a été plaquée violemment au sol, s'est fait tordre l'épaule par un policier qui s'est assis dessus et embarquée sans ménagement avec les deux autres étudiant-e-s.

Les étudiant-e-s sont bien sûr déjà mobilisé-e-s avec nous, depuis des mois, pour essayer de stopper le génocide en cours en Palestine et avaient décidé de lancer ce campement sur leur université pour une raison simple : dénoncer les liens étroits qu'entretient l'université de Rennes avec Thalès, entreprise impliquée dans la construction du drone Hermès 450 vendu à l'entreprise d'armement Elbit System qui fournit l'armée israélienne. Les partenariats de Thales avec l'Université de Rennes se situent surtout au niveau de plusieurs départements et instituts de recherche comme l'IETR, l'IRISA, l'IUT ou encore l'INSA.

**Nous, inter-organisation de soutien à la Palestine apportons notre soutien à la mobilisation des étudiant-e-s de Rennes.**

**Nous condamnons fermement cette intervention policière et la présidence de l'Université de Rennes qui l'a demandée.**

**Nous exigeons la libération des trois étudiant-e-s interpellé-e-s !**

**Nous soutiendrons toutes les initiatives prises pour condamner cette répression scandaleuse.**

